

BULLETIN DES ARMÉES DE LA RÉPUBLIQUE

PARAISANT CHAQUE JOUR

Ce BULLETIN est réservé à la zone des armées.

Les correspondances doivent être adressées : « Cabinet du ministre de la guerre ; bureau de la presse. »

EUX ET NOUS

Le ministre de la guerre m'a téléphoné :

— Faites-moi donc un article pour le *Bulletin* ! Pas de grosse caisse, n'est-ce pas, et pas de rasoir !

Service commandé ! Mais c'est une erreur de m'avoir choisi : car je suis civil et, comme tous les civils, je brûle de prêcher l'héroïsme aux militaires.

Savez-vous à qui il fallait plutôt demander cet article-là ?

Au ministre de la guerre anglais ! A Kitchener lui-même ! Ce vieux général a tout à fait trouvé le ton juste. Lisez plus loin sa proclamation aux troupes anglaises. Oh ! elle n'a rien de déclamatoire, il connaît le troupiet, il ne crie pas à ses hommes : « Soyez des braves ». Il leur dit : « Ne faites pas de blagues, ce n'est pas le moment d'être malades, gare à la bouteille et gare aux femmes ! »

Voilà parlé ! et il précise en homme d'expérience, il entre dans le détail. Soyez polis, soyez courtois avec les dames et gardez les distances ! Evitez, spécifie-t-il, toute union intime ! Restez au port d'armes !

Je trouve merveilleux les avis de Kitchener, mais c'est égal : Si quelqu'un m'avait annoncé il y a seulement un mois que j'écrirais pour le *Bulletin des Armées*, je lui aurais ri au nez de bien bon cœur et j'en connais plus d'un parmi les soldats des armées de la République qui auraient engueulé comme un académicien le somnambule assez toqué pour lui prédire qu'il prendrait le fusil pour la bataille, et d'enthousiasme encore !

Soyez tranquilles ! Ce n'est pas ce guerrier surpris de l'être qui se battra le moins bien !

C'est vrai ! Nous, socialistes, nous étions pacifiques avec rage ! Nous étions tous des « guerre à la guerre » et des amis furieux de la paix. Tant pis pour ceux qui ont déclaré la guerre et qui nous obligent à prendre les armes ! Nous ne regrettons pas d'avoir cru au bon sens des peuples, ni même à la sagesse des souverains ! Mais Guillaume s'est chargé de nous donner le démenti. Il est arrivé sur nous, brandissant son grand sabre.

Soit ! Il verra que plus les Français aimeraient la paix, mieux ils vont se battre !

La différence morale entre eux et nous est à notre avantage. L'Allemand nous arrive tout farci de blagues et truffé de bourdes. Guillaume l'envoie en Belgique en lui faisant accroire que les Belges vont l'accueillir à bras ouverts et que Paris, c'est la station d'après.

Il s'attend donc à une promenade militaire. L'état-major allemand n'avait-il pas le culot de convoquer ses réservistes à Verdun et à Reims ? Pourquoi pas place du Carrousel ?

Croyez-vous que cela les préparait bien aux difficultés et à l'accueil des Liégeois ? Ils ont trouvé la route de Paris un peu encombrée.

Chez nous, tout le monde, au contraire, s'est dit en partant que ce serait dur et qu'il y aurait un sérieux coup de chien. Nous ne méprisions pas les forces de l'ennemi. Au contraire ! Nous exagérions peut-être sa préparation, son armement, sa science militaire.

Eux, ils s'attendaient à entrer en France comme dans du beurre. Un brave homme, retenu, par une mésaventure qui est arrivée à bien d'autres, dans une ville allemande, au Hanovre, entendait son aubergiste lui parler, tout tranquillement, de l'entrée des Allemands à Paris pour la fin d'août.

Il sera un peu surpris, l'aubergiste du Hanovre, si les Français vont jusque chez lui goûter sa choucroute.

Le soldat de Guillaume marche donc sans trop savoir pourquoi, parce qu'on l'a nourri de mensonges. Nourriture creuse ! Il s'en plaint déjà et commence à soupçonner la vérité.

Le soldat de la République sait pourquoi il marche et il y va d'enthousiasme, parce qu'il a dans la tête cette idée très claire, qu'on nous attaque, qu'on nous a fait une vie impossible et qu'il faut en finir !

En finir, ce n'est pas imposer aux autres l'asservissement dont nous n'avons pas voulu pour nous. C'est délivrer l'Europe en assurant à tous la paix, la dignité, la liberté, telles que nous les exigeons pour nous-mêmes.

Vraiment, sans bluff, n'est-ce pas l'état d'esprit même du soldat de la Révolution ?

Le rapprochement s'impose ! Je ne le dis pas seulement parce que Messimy arpente fièreusement son cabinet, devant un buste de Marceau.

Je l'affirme parce que chaque soldat se

sent, tout comme le ministre de la guerre en personne, animé de l'esprit qui fit victorieux ses ancêtres : ce puissant esprit français qui ne craint personne ne hait personne que les despotes, et ne croit sa liberté complète que s'il affranchit le monde en s'affranchissant lui-même.

MARCEL SEMBAT.

SITUATION MILITAIRE

(19 août.)

Il semble nécessaire de mettre au point la situation militaire actuelle : les événements qui se déroulent en ce moment ont été, en effet, souvent interprétés d'une manière qui ne correspond pas à la réalité. Celle-ci est très satisfaisante.

Les Allemands poursuivent, avec huit jours de retard, l'exécution de leur plan qui a été entravée par la résistance inattendue de Liège : ils avancent lentement leur droite vers la Meuse moyenne.

Liège tient toujours, malgré les affirmations des Allemands, et leur interdit l'utilisation de la voie ferrée de la Meuse. Les destructions opérées par les Belges sur les voies ferrées conduisant à Marche et à Bastogne ont également ralenti sérieusement l'exploitation de celles-ci. Il en résulte que le mouvement de la droite allemande s'en trouve encore fort gêné.

On sait que des forces de cavalerie allemande, passant au Nord de la Meuse, se sont engagées à diverses reprises contre des fractions de l'armée belge couvrant Bruxelles et Anvers. Ces engagements se sont déroulés dans la région à l'est de Louvain.

Sous la protection de cette cavalerie, les Allemands ont fait passer vers Huy et Liège des fractions de deux corps d'armée sur la rive gauche de la Meuse. Ces forces ont été poussées dans la région entre Namur et Landen.

Devant ce mouvement, qu'elle a enrayer dans une large mesure, l'armée belge continue à tenir les coupures successives qui couvrent Bruxelles et Anvers et le gouvernement belge a transporté son siège dans cette dernière localité.

Il n'y a là rien qui soit anormal : ce transfert du siège du gouvernement est une mesure constitutionnelle arrêtée depuis nombre d'années — exactement à l'époque de la création du camp retranché d'Anvers — pour le cas d'envalissement de la Bel-

gique. Et quant aux opérations de l'armée belge, chacun sait qu'elles sont concertées avec les nôtres.

Le mouvement en avant de la cavalerie précédant les gros qui se portent de Liège sur la Meuse moyenne a été orienté sur Dinant. Jusqu'ici il a été arrêté, et cette cavalerie n'a pu franchir la Meuse.

Les masses qui occupaient la Belgique au sud de Liège et la partie Nord du Luxembourg avancent par les couloirs de Rochefort, Bastogne et Arlon. Nous avons eu aujourd'hui un engagement heureux contre leur cavalerie vers Florenville.

Celles de la partie Sud du Luxembourg ont avancé lentement dans la région de Longwy et de Briey. Longwy est assiégé, et capable de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Vers Briey les Allemands se retranchent, appuyés à la place de Metz.

En Lorraine, l'ennemi a été repoussé d'abord sur une ligne marquée par les hauteurs de Delne, celles au nord de Fénétrange et de Sarrebourg. Il était retranché sur le plateau au nord de Château-Salins et de Dieuze.

Nous avons rapidement progressé devant lui cet après-midi et, en fin de journée, occupé Delme d'un côté et Morhange de l'autre : c'est un nouveau bond de 10 kilomètres, et la possession assurée de la rive droite de la Seille.

Enfin, comme on le sait déjà, nous tenons solidement les Vosges. Les Allemands ont cependant pu y reprendre Villé aujourd'hui.

En résumé, les événements se déroulent sans imprévu, dans des conditions connues et telles que la situation peut être envisagée comme très satisfaisante.

Dans la mer du Nord, un combat insignifiant a eu lieu pendant la journée d'hier entre les patrouilles d'escadre anglaises et des reconnaissances allemandes. Une certaine animation se manifeste dans la partie méridionale de la mer du Nord.

POUR LA REPRISE DU TRAVAIL

M. Noulens, ministre des finances, a exposé mercredi au conseil des ministres que, pour répondre au désir exprimé par le Gouvernement, la Banque de France va escompter aussi largement que possible le papier commercial qui lui sera présenté.

Il a annoncé ensuite que les établissements de crédit effectueront immédiatement un versement supplémentaire de 10 p. 100 du montant des dépôts au profit des déposants de toutes catégories qui ont des soldes créditeurs dans ces établissements. Un nouveau versement sera fait au début de septembre, lors du renouvellement, sur les bases du moratorium accordé.

Le ministre de la guerre et le ministre des travaux publics ont informé le conseil que le trafic des marchandises pourrait dès demain être repris, non pas avec l'activité d'une période normale, mais de manière à permettre néanmoins une très sérieuse reprise des affaires.

Le conseil a décidé que celles des réquisitions que l'autorité militaire a exercées et qui s'appliquent aux chevaux, au bétail et aux voitures, ne seront plus payées exclusivement en bons du Trésor, mais par moitié en argent et en bons du Trésor. Cette mesure aura un effet rétroactif.

NOUVELLES MILITAIRES

Proclamation de lord Kitchener.

Lord Kitchener, ministre de la guerre d'Angleterre, a fait distribuer à tout soldat appartenant au corps expéditionnaire anglais les instructions suivantes :

Vous avez reçu l'ordre d'aller à l'étranger pour aider nos camarades français contre l'invasion de l'ennemi. Vous aurez à accomplir une tâche nécessitant votre courage, votre énergie et votre patience.

Souvenez-vous que l'honneur de l'armée britannique dépend de votre conduite individuelle ; votre devoir est non seulement de montrer l'exemple d'une discipline et d'une fermeté parfaites sous le feu, mais aussi de maintenir les relations les plus amicales avec ceux que vous aidez dans cette lutte.

Les opérations auxquelles vous prendrez part auront lieu sur le territoire d'un pays ami et vous ne pourrez pas rendre un plus grand service à votre propre pays qu'en vous montrant sous le vrai caractère du soldat anglais, en France et en Belgique. Soyez invariably courtois, attentifs et aimables. Ne détruissez jamais les biens et regardez le pillage comme un acte indigne.

Vous êtes sûrs d'être bien reçus et accueillis avec confiance ; soyez-en dignes.

Vous ne pourrez remplir votre devoir que si votre santé est bonne. Ainsi, gardez-vous des excès. Dans cette nouvelle épreuve, vous pourrez trouver des tentations à la fois dans les boissons et dans les femmes ; vous devrez complètement résister aux tentations et, tandis que vous devrez traiter toutes les femmes avec une courtoisie parfaite, vous devrez éviter toute liaison intime. Faites votre devoir bravement, craignez Dieu et honorez votre Roi !

KITCHENER.

Drapeau allemand pris par les Belges.

On vient de déposer à l'hôtel de ville de Diest l'étendard des « hussards de la mort », tombé entre les mains des Belges, avec d'autres trophées, lors du dernier engagement qui s'est produit aux environs de la ville. On sait que le régiment des hussards de la mort, en garnison à Dantzig, était commandé, l'année dernière encore, par le kronprinz.

EN RUSSIE.

Un communiqué officiel russe dit que la deuxième division de cavalerie autrichienne, renforcée de deux bataillons d'infanterie, avec deux batteries d'artillerie, tenta de s'emparer de Wladimir et de Volinsky, mais que, malgré le petit nombre de défenseurs, et l'absence d'artillerie, la garnison repoussa les attaques autrichiennes pendant toute la journée. Les pertes russes furent minimales. Le soir, les Autrichiens reculèrent avec de grandes pertes dans la direction du village de Simko.

A Eydtkuhn (frontière russe-allemande), la première division d'infanterie allemande attaqua avec 36 canons ; elle fut repoussée.

Création de cartes postales militaires.

Le Gouvernement, désireux de rendre plus facile et plus rapide l'échange des correspondances entre les militaires et marins et leurs familles et amis, vient de décider la création de cartes postales spéciales, l'une à l'usage des militaires et marins, l'autre à l'usage de leurs correspondants.

Indépendamment de l'exemption de taxe d'affranchissement postal, les cartes en question auront le bénéfice d'un mode d'acheminement par priorité et arriveront ainsi à destination plus vite que les correspondances ordinaires.

Les cartes postales militaires envoyées par les soldats en campagne devront être

remises au vaguemestre et ne porter aucune indication du lieu d'origine, ni aucun renseignement sur les opérations passées ou futures.

De même les cartes militaires adressées aux soldats par leurs correspondants ne devront contenir aucune information relative à la marche des armées.

Faute d'être rédigées conformément à ces prescriptions, les cartes ne seront pas transmises.

Les cartes postales militaires seront mises en vente à un prix extrêmement modique dans tous les bureaux de poste. Les militaires et marins en seront approvisionnés par le service de la trésorerie et des postes aux armées.

LES ATROCITÉS ALLEMANDES ENVERS LES CIVILS

M. Mirman, préfet de Meurthe-et-Moselle, a adressé au ministre de l'Intérieur un rapport, dont voici l'analyse, sur les abominables brutalités commises par les Allemands dans ce département :

Dans les cantons de Badonviller, Cirey et Blamont, des femmes et des jeunes filles, des vieillards ont été assassinés, sans aucune raison, sans le moindre prétexte ; des maisons ont été incendiées systématiquement par les troupes allemandes. En plusieurs endroits, ces sauvages n'ont pas seulement sacraillé, ils ont volé, emportant argent et bijoux.

A Badonviller, onze personnes ont été assassinées, dont la femme du maire ; 78 maisons ont été incendiées avec du pétrole ou des cartouches spéciales. Après le pillage de la ville, l'église a été canonnée et démolie.

A Bréménil, cinq personnes ont été assassinées, dont un vieillard de soixante-quatorze ans ; un homme, blessé il y a quelques jours, a été brûlé dans sa maison, avec sa mère, âgée de soixante-quatorze ans. Le maire a eu l'épaule traversée d'une balle.

Parus n'est plus qu'un monceau de ruines. Presque toutes les maisons ont été incendiées, non par les boulets, pendant un combat, mais par des soldats, dès leur arrivée, avec des cartouches spéciales.

En présence de ces actes, d'une odieuse sauvagerie, les maires lorrains témoignent d'un sang-froid et d'une fermeté admirables. L'un d'eux, M. Benoist, maire de Badonviller, a connu en une journée tragique toutes les douleurs : sa maison de commerce a été brûlée, sa femme assassinée. Avec un courage admirable, il n'a cessé de veiller à la protection des intérêts de sa commune, sans un instant de repos, sans une minute de défaillance, en soutenant les forces morales de tous.

Les faits rapportés par le préfet de Meurthe-et-Moselle ne sont d'ailleurs pas isolés, et tout porte à croire qu'ils résultent d'un plan concerté à l'avance.

Le dépouillement des lettres écrites par les soldats allemands continuent, permet, en effet, d'établir par de nouvelles preuves absolument irréfutables :

1^e Que l'incendie des villages a été une mesure générale ;

2^e Que la mise à mort des habitants a été également une mesure générale ;

3^e Que ces atrocités ont été commises dans des localités que défendaient l'armée française, c'est-à-dire que les coups de fusil ont été tirés par elle et non par les habitants ;

4^e L'ordre d'exécution a été donné par le commandement (colonels sur certains points, commandants de corps sur d'autres).

Ainsi les chefs allemands ont bien été, d'une manière systématique, les complices des soldats criminels.

POUR LES FAMILLES DES SOLDATS

Le président du conseil municipal de Paris envoie par l'intermédiaire du *Bulletin aux Parisiens* qui sont à la frontière des nouvelles, de bonnes nouvelles de la capitale.

« Ne craignez pas, chers soldats, pour vos femmes et pour vos enfants. Nous veillons sur eux.

« De tous côtés, on se prépare à rouvrir des ateliers pour les ouvrières ; des travaux publics vont être entrepris pour employer les bras inoccupés. Une allocation de 1 fr. 25 par famille et de 50 centimes par enfant, égale au secours militaire, va être payée quotidiennement par la ville à tous ceux qui manquent de travail.

« Chers pays, je vous envoie le salut de tous les cours qui battent dans la capitale.

« Vive la France !

« ADRIEN MITHOARD,

« Président du conseil municipal de Paris. »

Comité du Secours national.

Le comité de Secours national, qui vient de recevoir de la Banque de France un don de un million, a commencé ses travaux sans perdre un instant.

Il a porté son attention sur la question de l'alimentation qui lui a semblé être la plus urgente. Après avoir commencé par prendre à ses frais les soupes communautaires gratuites organisées par l'union des syndicats de la Seine, qui distribuent déjà 6,300 repas par jour, il a réparti entre les délégués près des municipalités 150,000 bons de fourneaux achetés à la société de Saint-Vincent-de-Paul.

Le comité étudie une organisation générale de l'alimentation sous deux formes : 1^e des repas populaires gratuits qui seront organisés par les municipalités ou d'accord avec elles ; 2^e des repas populaires payants dont le prix maximum pour le consommateur sera de 20 centimes.

Les indemnités.

Les allocations aux familles des militaires sous les drapeaux, si elles sont réservées par la loi aux « familles nécessiteuses des soldats », seront accordées dans le plus large éventail.

En conséquence, peuvent prétendre à recevoir une allocation journalière :

1^e Toutes personnes ayant un lien de droit avec le soldat, telles qu'épouse, père, mère, ascendants, descendants et collatéraux, si elles prouvent que le militaire était réellement leur soutien unique ou principal.

2^e Toutes personnes sans lien de droit avec le militaire, mais qui prouveraient qu'en fait elles vivaient à son foyer d'une manière permanente.

LE TABLEAU D'HONNEUR

Le maire de Badonviller décoré.

L'*Officiel* publie le décret suivant :

Est nommé au grade de chevalier dans l'ordre national de la Légion d'honneur M. Benoist (Joseph-Edmond), maire de Badonviller (Meurthe-et-Moselle).

Conduite héroïque dans l'exercice de ses fonctions : à la suite des actes de sauvagerie et des meurtres commis par les soldats allemands dans sa commune, sa femme ayant été assassinée, sa maison incendiée, il a, avec un sang-froid et une fermeté admirables, continué à assurer sans défaillance la sécurité de la population.

Un de nos amis, donnant là un bon exemple, a fait adresser hier, à leur intention, au sous-préfet de Verdun, par l'intermédiaire d'un mandataire aux Halles, quinze mille citrons et oranges. A noter que la caisse de 500 citrons 25 fr. et celle de 500 oranges 45 fr.

Les chasseurs à pied fêtent la prise du premier drapeau allemand. — La prise du premier drapeau allemand par le 10^e bataillon de chasseurs à pied a été mentionnée, au rapport, au dépôt du 1^{er} bataillon de l'arme, à Troyes. Pour fêter ce glorieux fait de guerre un quart de vin a été accordé aux hommes du dépôt et les punitions ont été levées.

Un exemple à suivre. — Nos braves soldats qui, sur le front, combattent pour la défense de la patrie, ont beaucoup souffert de la chaleur ces jours derniers. Mais ils ont vaillamment supporté les ardeurs du soleil. Que n'endureront-ils sans se plaindre, les fils de France, au cours de la guerre de délivrance ?

Un de nos amis, donnant là un bon exemple, a fait adresser hier, à leur intention, au sous-préfet de Verdun, par l'intermédiaire d'un mandataire aux Halles, quinze mille citrons et oranges. A noter que la caisse de 500 citrons 25 fr. et celle de 500 oranges 45 fr.

Les turcos sément l'épouvante. — Au cours

des engagements qui viennent d'avoir lieu nos turcos sont intervenus pour la première fois.

On sait que les tirailleurs algériens sont les

BULLETIN DES ARMÉES DE LA RÉPUBLIQUE

NOUVELLES DE FRANCE ET DE L'ÉTRANGER

Le tsar à Moscou. — Les fêtes de Moscou ont été l'occasion d'une manifestation grandiose. La foule a fait preuve d'un enthousiasme frénétique.

La cérémonie religieuse du Kremlin fut d'un éclat incomparable. Un service solennel fut célébré, destiné à attirer les bénédictions divines sur l'armée russe et les armées alliées.

L'ambassadeur de France et l'ambassadeur d'Angleterre se trouvaient placés à côté de l'empereur. De nombreuses personnalités ont félicité notre ambassadeur M. Paléologue des qualités offensives et de la supériorité de l'ordre et de la flotte françaises.

Singuliers prisonniers. — Hier soir, à Nancy, quatre cavaliers d'un régiment de chasseurs qui avaient été faits prisonniers par les Allemands au cours d'un engagement de frontière, sont revenus ; ils se sont échappés dès que l'assaut a été levé.

Leurs gardiens, en effet, après avoir voulu les emmener avec eux, s'aperçurent qu'ils étaient plutôt les prisonniers de leurs prisonniers et les laissèrent partir avec leurs carabiniers.

Un seul avait dû s'habiller avec des vêtements civils qu'un Lorrain obligeant lui avait prêtés.

— On aurait trop mal « brisé » là-bas, a dit un des chasseurs en arrivant au milieu de ses camarades.

Madeleine-Bastille. — Un territorial écrit à son fils cette lettre, d'une jolie gaîté française :

— Croirais-tu que mon autobus de ravitaillement, c'était précisément un de nos braves, un de nos excellents et chers « Madeleine-Bastille... »

— L'un de nous s'est improvisé le receveur ; à travers la campagne que nous parcourions, et où tout a été dévasté, rasé, brûlé par les Allemands — ah ! les vandales ! — on criait : Place de l'Opéra ! Porte Saint-Denis ! — et le « receveur » a encaissé le prix des places, que chacun de nous lui a remis très scrupuleusement ; à l'arrivée, l'argent recueilli a servi à améliorer l'ordinaire de la compagnie — pas la compagnie des omnibus, la nôtre — bien que cet ordinaire soit déjà extraordinairement abondant. C'est égal, tu vois, mon petit, que nous avons encore de la chance : des autobus qu'on ne risque pas de rater, ceux-là, et qui nous donnent, tout à point, l'illusion de circuler sur les boulevards... »

Le drapeau des grenadiers belges. — Le drapeau des grenadiers est bien gardé : quatre anciens grenadiers

POUR L'AGRICULTURE

La mobilisation agricole.

Pour nourrir la population civile et l'armée qui se bat à la frontière, il est indispensable de faire produire à la terre de France, d'une fécondité si merveilleuse, le maximum de ce qu'on en peut tirer. Dès la première heure de la mobilisation, le Gouvernement s'est rendu compte que, dans ces circonstances critiques, des mesures exceptionnelles et urgentes s'imposaient en faveur de l'agriculture.

M. Meline, sénateur des Vosges, ancien ministre de l'Agriculture, dont on connaît la compétence en ces matières, donne son entière approbation aux mesures qui ont été prises.

Ce qu'il fallait avant tout, écrit-il, c'était sauver les récoltes pendantes ou à moitié faites, en particulier celles des céréales et du vin qui représentent une richesse de près de 5 milliards. En l'absence des innombrables travailleurs enlevés aux champs par la guerre, il fallait improviser en hâte des équipes de fortune en mobilisant tous les bras disponibles qui restaient libres ou que l'administration militaire pouvait céder sans compromettre la défense nationale. Tout s'est passé dans un accord parfait entre le Gouvernement, assisté des commissions importantes dont il s'est entouré, l'autorité militaire, les grandes sociétés d'agriculture, et c'est ainsi que la mobilisation agricole se fait avec la même entente, la même régularité, la même bonne volonté générale que la mobilisation militaire.

On peut affirmer aujourd'hui que notre récolte de céréales est, dès à présent, assurée. Quant à l'opération du battage, elle se fera aisément avec le concours des machines qu'on enverra partout où cela sera nécessaire et qui ne manqueront pas plus que les mécaniciens.

Si la guerre se prolonge nous ne serons pas comme l'Allemagne à la merci de l'étranger pour faire vivre nos populations et nourrir notre armée. Quoi qu'il arrive, nous sommes en état de résister jusqu'à la victoire définitive. S'il plaît à l'Allemagne de lutter avec nous sur ce champ de bataille-là, nous sommes prêts et nous l'attendons.

La fabrication du pain.

Beaucoup de communes ont été privées, par suite de la mobilisation, de tous leurs boulangers.

Néanmoins, aucune n'a manqué de pain.

Dans bien des localités, les habitants se sont débrouillés et se sont tirés d'affaire tout seuls, ce qui n'étonnera personne. Des femmes ont mis la main à la pâte (c'est bien le cas de le dire), de tout jeunes gens se sont improvisés boulangers, et l'on nous assure qu'après avoir fabriqué pendant quelques jours du pain passable, ils livrent

maintenant des miches d'excellente qualité.

Dans les communes où ces organisations de fortune ont paru insuffisantes, les préfets ont envoyé des ouvriers boulangers de profession.

A Paris, le ministre de la guerre a bien voulu accorder des sursis d'appel aux boulangers appartenant à la réserve de l'armée territoriale.

En somme, à l'heure actuelle, l'approvisionnement en pain de la population civile est partout assuré.

Sursis d'appel aux conducteurs de machines agricoles.

En vue de sauvegarder les récoltes et de faciliter par suite l'alimentation de la population civile et le ravitaillement de l'armée, le ministre de la guerre a accordé, sous certaines réserves, des sursis d'appel aux conducteurs de machines à battre les grains et aux ouvriers des minoteries dont les services ont été reconnus indispensables.

Cette mesure permettra de mettre en sac plus rapidement le blé et l'avoine dont la récolte est très abondante.

elle fait merveille. Les Allemands paraissent démoralisés.

L'Homme Libre. — A Liège, leur faute capitale fut d'avoir imbécilement cru que les Belges allaient leur ouvrir les portes toutes grandes, en leur offrant même, au besoin, quelques rafraîchissements. Le rafraîchissement est venu sous la forme d'une douche d'acier qui a mis momentanément fin à l'envie de passer outre. La défaite de l'Allemand paraît avoir réagi sur son moral, bien au delà de ce qu'on pouvait attendre d'un simple échec militaire. Une reprise immédiate de l'effort en masse ne l'a pas tenté. Il s'est répandu dans tout le pays. Il bat l'estrade, mais ne passe pas. Grâce à ce temps perdu, les Anglais ont pu arriver en ligne, et, comme l'armée belge, non entamée brûle d'en venir au combat, nous serons en bonne compagnie lorsque l'envahisseur viendra nous demander la permission de passer.

Le Journal. — Un ukase impérial accorde la naturalisation russe au grand-duc Michel de Mecklembourg-Strelitz.

Le grand-duc Michel est le second fils du duc Georges et de la grande-ducasse Catherine Michailovna de Russie. Il est né en Russie et y a fait toute sa carrière militaire. Il est le cousin-germain du grand-duc régnant de Mecklembourg-Strelitz, prince confédéré allemand.

La Petite République. — Ayons le courage de lire jusqu'au bout les récits des actes horribles de sauvagerie commis par les troupes allemandes : vieillards, femmes et enfants, lâchement assassinés, maisons pétrolées ou dynamitées, prisonniers et blessés mutilés. Surtout répandons-en la lecture dans le monde civilisé. On comprendra alors hors de France toute l'hypocrisie de ces messages interceptés où le gouvernement allemand se pose en adversaire de la « barbarie moscovite » !

En même temps, on appréciera mieux les raisons d'espérer que le châtiment de ces crimes approche.

La Bataille syndicaliste. — Dans les circonstances actuelles la réorganisation du travail ne peut s'opérer que par l'association de toutes les bonnes volontés et de toutes les compétences.

Il nous paraît indispensable que, pour la réalisation rapide des vœux et des décisions de la commission du chômage, elle soit secondée par tous ceux qui peuvent utilement exercer leurs connaissances, dans ce champ si vaste et si intéressant, à tous les points de vue, de l'activité économique. Que faut-il obtenir pour aboutir à des plans généraux, pratiquement réalisables ?

A notre avis, la réunion de trois choses essentielles, la capacité gouvernementale, la capacité patronale, la capacité ouvrière.

L'Action française. — Le duc d'Orléans a mis à la disposition du gouvernement belge 40,000 cartouches et deux mitrailleuses qui faisaient partie de sa collection d'armes.

Imprimerie, 31, quai Voltaire, Paris 7^e.

Le Gérant : G. CALMÉS.

LES CROQUIS DE L'ILLUSTRATION, par Henriot.



— On n'a pas eu le temps de nous donner des uniformes invisibles... tant mieux... c'est le moment de se montrer,



— Ton uniforme est un peu déchiré dans le dos.
— Cela n'a aucune importance... l'ennemi ne le verra jamais de ce côté-là.



Dire qu'il faut des heures graves pour arriver à ce résultat :

— Plus de désunion... plus de partis... tous Français...



— Soldats d'Autriche, imitez vos aînés ! Souvenez-vous d'Ulm et de Wagram, de Solferino, de Magenta, de Sadowa... et de notre devise : « Toujours battus ! »